

France-Paris la Défense: Telecommunication consultancy services

OJ S 103/2021 31/05/2021

Contract notice – utilities

Services

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: RTE Réseau de Transport d'Électricité

Postal address: Immeuble Window, 7C place du Dôme

Town: Paris la Défense

NUTS code: FR France

Postal code: 92073

Country: France

E-mail: alice.vinsonneau@rte-france.com

Telephone: +33 617737381

Internet address(es):Main address: <http://www.rte-france.com>Address of the buyer profile: <https://rte-france.bravosolution.com>**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://rte-france.bravosolution.com>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://rte-france.bravosolution.com>**I.6. Main activity**

Electricity

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Gestion des fréquences de RTE

Reference number: 20804

II.1.2. Main CPV code

71316000 Telecommunication consultancy services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Gestion des fréquences FH et radio.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71300000 Engineering services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

Le décret no 2011-1697 du 1.12.2011 — art. 17 stipule que les gestionnaires des réseaux publics d'électricité doivent disposer des systèmes de télécommunications indispensables au bon fonctionnement des ouvrages dont ils ont la charge.

À ce titre, RTE exploite un réseau de télécommunications dit «Réseau de Sécurité» qui est composé de différents moyens de transmission (fibres optiques, faisceaux hertziens, liens opérés, etc.).

Dans ce cadre, RTE dispose d'un réseau radio (SRS «Système Radio de Sécurité») s'appuyant sur des relais PMR/SAT (Private Mobile Radiocommunications/Satellite) embarqués dans les véhicules des équipes lignes Haute Tension, ainsi que des terminaux mobiles. Ces équipements utilisent des fréquences allouées. RTE dispose de licences en AUF lui autorisant deux canaux dans la bande des 400 Mhz permettant de couvrir l'ensemble du territoire français.

Pour l'utilisation des faisceaux hertziens privés, RTE dispose de licences en AUF sur les gammes de fréquence 1,5 Ghz (jusqu'à fin 2023), 13 Ghz et 23 Ghz.

Les activités de gestion des fréquences FH et Radio sont l'objet de cette publication.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 96

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Trois fois un an de prolongation.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Réversibilité.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le candidat devra adresser avec sa demande de participation:

Candidat établi en France:

— un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (imprimé K bis), ou bien carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de trois mois par rapport à la date limite de réponse; ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription.

Candidat établi hors de France:

— un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou:

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de trois mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre,

— un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

Pour tous les candidats:

— une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 de l'ordonnance no 2018-1074 du 26.11.2018 portant partie législative du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Il s'agit sans être exhaustif:

— des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment.

La participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants,

— des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés,

— des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public constatées par le tribunal de commerce,

— de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État,

— en cas de redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés.

Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L. 111-10 et suivants du code de l'énergie, un candidat contrôlé directement ou indirectement par une société du groupe EDF ou CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant son lien capitalistique avec une ou des sociétés du groupe EDF ou CDC.

Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

CA annuel des trois dernières années doit être supérieur à 90 000 EUR.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- Compétences du candidat à gérer un parc important (le sien ou ceux d'autres entreprises) de liaisons radio (plusieurs centaines) en utilisant sa propre structure de système d'information,
- Le candidat est accoutumé aux relations avec les organismes d'État (ARCEP/ANFR) et leurs commissions (COMSIS, CAF) et qui en plus utilise couramment leurs systèmes d'informations,
- Compétences dans le domaine des radiocommunications (techniques et réglementaires),
- Compétences technico-administratives dans le domaine très spécifique des techniques de fréquence radio.

III.1.4. Objective rules and criteria for participation

List and brief description of rules and criteria:

La réponse devra être intégrée dans les enveloppes administratives et techniques sous le portail de BravoSolution dont le lien est au paragraphe I.3).

Dans le cas où le lien du § I.3 ne fonctionnerait pas voici la procédure pour retrouver ce marché:

- allez sur: <https://rte-france.bravosolution.com>
- cliquez sur: «avis d'appel à la concurrence»,
- cliquez sur le dossier: «20804 Gestion des fréquences».

III.1.6. Deposits and guarantees required

Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation.

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres. Paiement à quarante-neuf jours à compter de la date d'émission de la facture.

III.1.8. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché.

En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres.

Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated procedure with prior call for competition

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.1. Previous publication concerning this procedure

Notice number in the OJ S: [2021/S 033-083463](#)

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 21/06/2021 Local time: 14:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic ordering will be used
Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre cedex

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

Fax: +33 147243161

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

— Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance no 2009-515 du 7.5.2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat;

— Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance no 2009-515 du 7.5.2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le 31e jour suivant la publication au Journal

officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre Cedex

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

Fax: +33 147243161

VI.5. Date of dispatch of this notice

26/05/2021